

## LES NATIONS UNIES

### LA RÉÉLECTION DU CANADA À CERTAINS ORGANISMES

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Peut-être le ministre voudrait-il en prendre note? Est-il exact que le gouvernement n'ait pas l'intention de se faire réélire à la Commission des Nations Unies pour le développement industriel et au Comité de la coordination des programmes de développement économique et social à la suite de la réévaluation des priorités due aux restrictions de personnel résultant du programme d'austérité actuel? De plus, au cas où le ministre tiendrait cette question pour préavis, j'ai une question supplémentaire...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

**M. Fairweather:** Sur quelle excuse se fonde-t-on pour...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Avant que le député n'entame sa question supplémentaire, peut-être devrais-je lui suggérer d'inscrire sa question au *Feuilleton* et sa question supplémentaire également.

## LE MINISTÈRE

### LES ACTIVITÉS DU PRINCIPAL SECRÉTAIRE DU PREMIER MINISTRE

**M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster):** Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question au premier ministre. Étant donné que l'on vient d'apprendre que le principal secrétaire du premier ministre assume les fonctions de secrétaire d'une nouvelle et puissante organisation politique de 50,000 libéraux, le premier ministre s'est-il assuré que ce secrétaire, si capable soit-il, est en mesure de s'acquitter de sa tâche de fonctionnaire, l'une des plus hautement rémunérée du Canada?

**M. l'Orateur:** Le député de Waterloo a la parole.

**M. Bell:** Non, monsieur l'Orateur...

**M. l'Orateur:** Le député comprendra que je n'accepte pas sa question comme étant de celles qu'on peut poser en ce moment. S'il pense qu'il y a urgence, on pourrait la débattre lors de l'ajournement.

**M. Bell:** Puisque ma question n'est pas recevable, puis-je poser en d'autres termes, monsieur l'Orateur, et, avec votre permission, [L'hon. M. Drury.]

demander au premier ministre si ce secrétaire se consacre à cette tâche politique, tout en conservant son poste d'agent de l'État, l'un des plus grassement rétribués du Canada?

**M. l'Orateur:** La question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

## LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

### LES BANQUES ET LES PRÊTS AUX ENFANTS DE FAMILLES ASSISTÉES

**M. Max Saltsman (Waterloo):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. A-t-il pris connaissance d'une déclaration d'un député libéral de l'Assemblée nationale du Québec accusant les banques de refuser des prêts aux étudiants à des enfants de familles assistées. Si oui, a-t-il adressé des instances à ces banques?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je m'occuperai certainement de cette affaire qu'on ne m'avait pas signalée. J'espère qu'il n'en est pas ainsi. A mon avis, le programme de prêts aux étudiants entrepris par le gouvernement actuel fonctionne très bien, quoiqu'il soit administré par les provinces...

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Benson:** ...et nous espérons qu'il continuera de fonctionner de la sorte.

## LES FINANCES

### LES BANQUES ET LES PROGRAMMES DE PRÊTS SÉLECTIFS

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Finances une question supplémentaire, mais d'une portée peut-être plus vaste. A-t-il en ce moment des entretiens avec son ami, le gouverneur de la Banque du Canada, afin d'exhorter les banques à adopter des programmes de prêts sélectifs pour atténuer les conséquences des restrictions monétaires dans les régions d'expansion lente?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Ce n'est pas une question supplémentaire, mais puisqu'on l'a posée, j'autorise le ministre à y répondre.

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est nous, le gouverneur de la Banque du Canada et moi-même, qui avons officiellement exhorté les banques à prendre cette initiative. J'ajoute que j'aimerais qu'on se départisse de l'idée que le ministre des Finances administre les banques au